

---

M.E.S., Numéro 144, Novembre – Décembre 2025

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

---



***Revue Internationale des Dynamiques Sociales***  
***Mouvements et Enjeux Sociaux***  
*Kinshasa, novembre - décembre 2025*

**LE RETOUR DU POWER POLITICS DANS LES NOUVELLES  
RELATIONS INTERNATIONALES :**  
*entre permanence réaliste et recomposition des rapports de force au XXI<sup>e</sup> siècle*

par

**Delly TSHIOMA KATATA**

*Doctorant, Faculté des Sciences Sociales,  
Département des Relations Internationales,  
Université de Kinshasa*

### Résumé

*Les mutations du monde contemporain recomposent les rapports de force existants et redistribuent les nouvelles cartes de puissance sur la scène internationale. Plusieurs chercheurs dans la discipline des Relations internationales s'interrogent sur la grille de lecture susceptible de fournir une meilleure explication de ces bouleversements. Nous pensons que le power politics est la meilleure grille explicative du nouveau contexte mondial. Ce paradigme, que Jean-Jacques Roche qualifie de science normale des Relations internationales, reste la grille de lecture qui rend mieux compte de ces bouleversements que ses concurrents, malgré le changement intervenu dans le système international.*

**Mots-clés :** *multilatéralisme, mutation, paradigme, power politics, puissance, système international, recomposition du monde, rapports de force.*

### Abstract

*The transformations of the contemporary world are reshaping existing power dynamics and redistributing the new cards of power on the international stage. Several researchers in the field of International Relations are questioning the framework that could provide a better explanation of these upheavals. We believe that power politics is the best explanatory framework for the new global context. This paradigm, described by Jean Jacques Roche as the normal science of International Relations, remains, despite the changes that have occurred in the international system, the framework that best accounts for these upheavals compared to its competitors.*

### INTRODUCTION

Depuis la fin de la guerre froide, l'évolution des relations internationales semblait annoncer un dépassement définitif des logiques classiques de rivalité entre grandes puissances. La chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique avaient nourri l'idée, popularisée par Francis Fukuyama, d'une « fin de l'Histoire <sup>1</sup> », où la démocratie libérale et l'économie de marché s'imposeraient comme horizon universel. Le multilatéralisme onusien, la montée des interdépendances économiques, la structuration de régimes de coopération, et la croyance en la pacification du système international par le commerce avaient installé l'illusion durable d'un monde post-conflit. Il s'agissait moins d'un constat empirique que d'un véritable récit idéologique, porté par la puissance hégémonique américaine, qui interprétait la mondialisation comme le déploiement naturel de son modèle politique et économique.

Trois décennies plus tard, ce récit s'est profondément fissuré. Loin d'un monde stabilisé par le libéralisme triomphant, les rapports internationaux sont aujourd'hui structurés par la compétition stratégique, la rivalité technologique, la réaffirmation des souverainetés et la militarisation de nouveaux espaces (cyberespace, espace extra-atmosphérique, fonds marins, infrastructures numériques). Ce basculement confirme la résilience du *power politics*, concept central du réalisme politique, selon lequel, dans un système international anarchique, les États demeurent contraints d'assurer leur sécurité et leur survie par l'accumulation, la projection et la démonstration de puissance<sup>2</sup>.

Cependant, l'enjeu de cet article n'est pas seulement de constater que le *power politics* « revient ». Ce discours est désormais banal. La présente contribution soutient au contraire une thèse plus exigeante : le *power politics* n'est pas un retour, mais une continuité occultée. Il n'a jamais disparu ; il a été recouvert par le narratif libéral de l'après-guerre froide, qui a confondu moment unipolaire et transformation structurelle du système international. L'originalité de ce texte réside précisément dans cette démarche critique qui refuse la thèse d'un « retournement » ou d'une « rupture » et démontre que la concurrence de puissance est la matrice permanente du champ géopolitique. La décennie 1990 apparaît alors non comme l'annonce d'un ordre post-réaliste, mais comme une anomalie historique de courte durée, où la prééminence américaine a produit un brouillage conceptuel.

<sup>1</sup> FUKUYAMA, F., *La Fin de l'histoire et le dernier homme*. Paris, Flammarion, 1992, pp. 15–17

<sup>2</sup> NYE, J. S. *The Future of Power*. New York, PublicAffairs, 2011, p. 125

La tension qui traverse ce travail est celle entre la permanence structurelle du paradigme réaliste, qui postule la compétition pour la puissance, et la transformation profonde des instruments, des terrains et des formes de cette puissance au XXI<sup>e</sup> siècle. Cette tension est analytique. Comment penser simultanément la continuité et la mutation, sans réduire l'une à l'autre ? Comment articuler un cadre théorique ancien (le réalisme) à des dynamiques technologiques inédites (numérique, IA, infrastructures globales, data-politics) ? Ce dilemme structure la problématique et justifie l'ambition théorique du texte. L'analyse repose sur trois hypothèses centrales : La première est relative à la logique réaliste qui constitue une permanence structurelle masquée par le récit libéral. En effet, les dynamiques de puissance ne se sont jamais interrompues ; elles ont simplement changé de formes et d'intensité. La deuxième hypothèse postule que le XXI<sup>e</sup> siècle ne marque pas la fin du réalisme, mais sa reconfiguration autour de nouveaux instruments de puissance. Le *power politics* contemporain intègre des ressources économiques, numériques, technologiques, normatives et informationnelles, qui exigent une refonte analytique du réalisme. La troisième hypothèse pense que l'Afrique est devenue l'un des théâtres majeurs de cette reconfiguration. Contrairement aux lectures eurocentriques dominantes, le continent constitue aujourd'hui un espace actif de rivalités stratégiques, révélant la profondeur des mutations du *power politics* global<sup>3</sup>.

Ces hypothèses permettent de dépasser le commentaire élémentaire des rivalités actuelles et d'ancrer la réflexion dans une architecture théorique cohérente. Cet article se démarque de trois limites fréquentes des travaux contemporains : D'abord, le retour naïf au réalisme classique. En effet, nombre d'auteurs invoquent le « retour du réalisme » sans interroger les transformations profondes des modes de puissance. Or répéter Morgenthau ou Waltz ne suffit pas à comprendre la bataille pour les données, la guerre technologique ou les stratégies d'influence culturelle. Ensuite, le réductionnisme militaro-sécuritaire. La plupart des analyses limitent le *power politics* au conflit armé ou à la compétition militaire. Or, l'ère du numérique produit des rivalités beaucoup plus diffuses : standards technologiques, contrôle des infrastructures, coercition économique, domination cognitive. Enfin, l'occultation du rôle stratégique de l'Afrique. La littérature occidentale continue de considérer l'Afrique comme périphérique. Ce texte rompt avec ce biais en montrant que le continent est devenu une matrice essentielle des nouvelles formes de puissance, notamment autour des minerais stratégiques, des infrastructures numériques, de la présence militaire, des batailles narratives et des corridors énergétiques. Ainsi, le positionnement critique du texte ne consiste pas seulement à nuancer les théories existantes, mais à déplacer le centre de gravité du débat.

La contribution du texte s'articule autour de trois apports majeurs : d'abord une relecture structurelle du réalisme en contexte post-unipolaire. L'ambition de cet article est de montrer que les années 1990 ne doivent pas être interprétées comme un dépassement du réalisme. Cependant, cela représente un moment singulier où l'hégémonie américaine a temporairement suspendu la visibilité des rivalités de puissance. Ensuite, l'extension conceptuelle du *power politics*. L'analyse propose une théorie du *power politics* hybride, combinant : puissance économique (sanctions, interdépendance asymétrique, weaponized interdependence), puissance technologique (IA, cybersécurité, infrastructures numériques), puissance normative (standards, régulations, dispositifs juridiques transnationaux), puissance cognitive (soft power, information warfare, diplomatie culturelle). Ce modèle théorique dépasse la distinction classique hard/soft power et inscrit la puissance dans une architecture systémique techno-économique globale. Enfin, le décentrement géopolitique du débat réaliste. En intégrant l'Afrique comme espace analytique central, nous proposons un déplacement théorique majeur : penser le réalisme non plus depuis Washington, Moscou ou Pékin, mais depuis des terrains où les recompositions sont les plus visibles.

Cette décentration constitue un apport original dans une discipline historiquement marquée par un biais euro-américain. Contrairement aux études qui rejouent la rivalité OTAN/Russie ou la compétition idéologique du XX<sup>e</sup> siècle, cet article reconstruit la géopolitique contemporaine à partir de trois terrains empiriques fortement transformateurs. D'abord, la rivalité sino-américaine qui n'est pas une « nouvelle guerre froide », mais une confrontation multidimensionnelle où technologies, standards numériques, chaînes de valeur, infrastructures globales ont remplacé la domination territoriale classique. Ensuite, la Russie comme puissance révisionniste hybride. Ce papier montre que sa stratégie dépasse l'invasion militaire pour inclure : guerre informationnelle, mercenariat extraterritorial (Wagner), manipulations institutionnelles, instrumentalisation énergétique. Enfin, l'Afrique comme espace nodal du *power politics*. Le continent révèle mieux que tout autre espace la recomposition de la puissance : concurrence

---

<sup>3</sup> MEARSHEIMER, J.J., *The Great Delusion: Liberal Dreams and International Realities*, New Haven, Yale University Press, 2018

Chine/États-Unis/Europe/Turquie/Golfe, course aux minerais stratégiques, diplomatie des infrastructures, affrontement des récits, batailles pour la souveraineté numérique. Ce déplacement empirique renouvelle la compréhension du *power politics* non pas en répétant les rivalités classiques, mais en révélant les configurations du XXI<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>.

De tout ce qui précède, l'enjeu de cet article est double : mettre en lumière la permanence structurelle du paradigme réaliste dans un système international marqué par l'anarchie et la compétition, et montrer comment cette permanence se reconfigure dans un environnement stratégique où la puissance ne se réduit plus à ses modalités militaires. Cependant, il se déploie désormais à travers des combinaisons multidimensionnelles intégrant technologies, économie politique globale, normes, récits et infrastructures numériques. C'est en articulant ces continuités et ces mutations que cet article propose une lecture renouvelée du *power politics*, non pas comme un vestige de la guerre froide, mais comme **une forme adaptée, modulée et hybridée** des rapports de puissance, dont l'Afrique constitue aujourd'hui l'un des terrains d'expression les plus féconds et les plus révélateurs.

Afin de mieux cerner la permanence et les recompositions contemporaines du *power politics*, l'article s'organise en quatre étapes principales. La première revient sur les fondements théoriques du concept, en examinant le réalisme classique de Morgenthau, le néoréalisme de Waltz et Mearsheimer, ainsi que les débats contemporains sur la validité du paradigme réaliste face aux mutations de la mondialisation. La deuxième met en lumière les manifestations actuelles de cette permanence, à travers l'analyse des conflits armés et rivalités militaires, des stratégies d'équilibre et d'alliances, ainsi que du rôle central de la sécurité nationale dans la conduite des politiques étrangères. La troisième explore les formes nouvelles du *power politics*, en montrant comment l'économie et les sanctions, le numérique et l'intelligence artificielle, mais aussi le *soft power* et le *smart power*, deviennent des instruments décisifs de la compétition internationale. Enfin, la quatrième propose une série d'études de cas contemporaines qui illustrent concrètement cette dynamique, en examinant la rivalité stratégique sino-américaine, le retour affirmé de la politique de puissance russe et la compétition croissante entre grandes puissances sur le continent africain.

## I. LE POWER POLITICS COMME PERMANENCE RÉALISTE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES

### 1.1. Fondements théoriques du *power politics*

Le concept de *power politics* s'inscrit dans l'héritage du réalisme classique, dont Hans J. Morgenthau demeure l'une des figures les plus emblématiques. Dans son ouvrage majeur *Politics Among Nations* (1948), il définit la politique internationale comme une lutte constante pour la puissance, en affirmant que l'intérêt national, entendu en ces termes, constitue la boussole de l'action des États.

Pour Morgenthau, cette quête de puissance découle de la nature humaine elle-même, marquée par un instinct de domination et un désir de survie. Ainsi, les relations internationales ne sauraient être comprises à travers des idéaux de coopération ou des principes moraux universels, mais bien comme l'expression d'un rapport de forces permanent. Le réalisme classique identifie la puissance à la fois dans sa dimension militaire, et dans ses formes économiques, diplomatiques et culturelles, qu'il considère comme autant de moyens pour les États d'assurer leur sécurité et de préserver leur autonomie. Dans cette perspective, le *power politics* n'est pas un choix conjoncturel, mais une condition structurelle et intemporelle de la vie internationale.

Morgenthau insiste également sur l'importance de l'équilibre des puissances comme mécanisme régulateur de l'ordre mondial. Puisque chaque État poursuit son intérêt national en maximisant sa puissance, il devient nécessaire, pour éviter l'hégémonie d'un acteur unique, que les autres adoptent des stratégies de contrepoids<sup>5</sup>.

L'équilibre des puissances, qu'il soit atteint par des alliances ou des ajustements stratégiques, demeure le garant d'une certaine stabilité dans un système international marqué par l'anarchie. Cette conception, héritée d'une lecture historique des relations entre royaumes et empires européens depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, établit le cadre fondateur du *power politics* comme paradigme explicatif durable de l'action internationale.

<sup>4</sup> BULL, H., *The Anarchical Society : A Study of Order in World Politics*, New York, Columbia University Press, 2012

<sup>5</sup> MORGENTHAU, H. J., *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace*, New York, McGraw-Hill, 1978,

## 1.2. Le néoréalisme et la centralité des rapports de force dans l'anarchie internationale : Waltz et Mearsheimer

Avec Kenneth Waltz, le réalisme connaît un renouvellement théorique qui conduit au néoréalisme, exposé dans *Theory of International Politics* (1979). Contrairement à Morgenthau, qui fondait sa démonstration sur une anthropologie pessimiste de la nature humaine, Waltz recentre l'analyse sur la structure même du système international. Dans un environnement anarchique où il n'existe pas d'autorité supérieure aux États, ceux-ci doivent penser leur survie avant toute autre considération. L'anarchie n'implique pas le chaos, mais l'absence de hiérarchie centrale, ce qui conduit les acteurs à adopter des comportements de méfiance et de compétition. Ainsi, le *power politics* n'est pas seulement la conséquence de pulsions humaines ou de volontés expansionnistes, mais une donnée structurelle inscrite dans l'organisation même du système international<sup>6</sup>.

John Mearsheimer, représentant majeur du réalisme offensif, radicalise cette lecture, il affirme que les grandes puissances ne cherchent pas seulement à maintenir leur sécurité, mais tendent intrinsèquement à maximiser leur puissance afin d'atteindre l'hégémonie régionale et d'empêcher l'émergence de rivaux. Pour lui, l'histoire montre que les grandes puissances sont inévitablement entraînées dans une compétition stratégique où la guerre, loin d'être une anomalie, constitue un instrument récurrent de recomposition des rapports de force. Mearsheimer illustre ainsi la permanence de la logique du *power politics* à travers des exemples allant des guerres napoléoniennes aux rivalités contemporaines entre les États-Unis et la Chine. Le néoréalisme, qu'il soit défensif (Waltz) ou offensif (Mearsheimer), confirme que l'anarchie internationale produit mécaniquement une logique de compétition où la puissance demeure la clé de la survie et de l'influence des États<sup>7</sup>.

## 1.3. Débats contemporains sur la validité du paradigme réaliste face à la mondialisation

Le retour du *power politics* dans les relations internationales contemporaines ne saurait être compris sans examiner les débats critiques qui ont remis en question la validité du paradigme réaliste au tournant des années 1990 et 2000. L'essor de la mondialisation, l'interdépendance économique croissante, l'émergence d'organisations internationales influentes et la diffusion de normes globales semblaient annoncer un déclin des rapports de force traditionnels. Des auteurs tels que Robert Keohane et Joseph Nye, dans *Power and Interdependence* (1977) et dans le leadership américain, quand les règles de jeu changent (1992), ont mis en avant l'idée d'un monde marqué par des relations complexes, où la coopération, les institutions et le *soft power* pouvaient jouer un rôle régulateur supérieur à la logique purement militaire. De la même manière, les approches constructivistes représentées par Alexander Wendt ont insisté sur l'importance des idées, des identités et des normes, capables de redéfinir les comportements étatiques et de limiter la centralité de la puissance matérielle<sup>8</sup>.

Cependant, l'émergence de nouvelles puissances dites de la mondialisation avec leurs revendications qui s'ensuivent autour de la redéfinition ou la révision des normes internationales a conduit aux nouvelles tensions et au retour à la géopolitique ancienne ; la multiplication des crises internationales depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle a réaffirmé la pertinence des intuitions réalistes. La guerre en Irak en 2003, l'intervention russe en Géorgie (2008) puis en Ukraine (2014 et 2022), la rivalité sino-américaine autour de la mer de Chine méridionale ou encore la militarisation croissante de l'espace cybernétique témoignent du fait que les États continuent à raisonner en termes de survie, de sécurité et de puissance relative. Le paradigme réaliste, loin d'être dépassé, retrouve une actualité brûlante en démontrant que l'interdépendance n'abolit pas les rapports de force. Cependant, il les déplace vers de nouveaux terrains, tels que l'économie numérique, l'accès aux ressources énergétiques ou encore la compétition technologique. Le réalisme demeure donc une grille d'analyse incontournable, mais doit aujourd'hui être enrichi par une compréhension plus fine des formes hybrides de puissance, qui articulent la contrainte matérielle et l'influence symbolique<sup>9</sup>.

Les fondements théoriques du *power politics* révèlent un double dynamique : celle d'une permanence. Ainsi, la compétition pour la puissance reste constitutive des relations internationales, et celle d'une recomposition, puisque cette compétition s'exprime désormais dans des champs multiples et interdépendants. Ce constat ouvre la voie à une analyse du XXI<sup>e</sup> siècle comme moment de redéploiement

<sup>6</sup> WALTZ, K.N., *Theory of International Politics*, Reading : Addison-Wesley Publishing Company, 1979, p.23

<sup>7</sup> MEARSHEIMER, J., *The Tragedy of Great Power Politics*, New York : W. W. Norton & Company, 2014, p.85

<sup>8</sup> ROBERT O. KEOHANE & JOSEPH S. NYE, *Power and Interdependence: World Politics in Transition*, Boston & Toronto, Little, Brown & Co. 1977

<sup>9</sup> BARRY R. POSEN, *Restraint: A New Foundation for U.S. Grand Strategy*, Cornell University Press, 2014

du paradigme réaliste, où les rapports de force se manifestent à la fois dans les structures classiques de l'équilibre militaire et dans des dimensions nouvelles liées à la mondialisation et à l'innovation technologique.

## II. MANIFESTATIONS DE LA PERMANENCE DU *POWER POLITICS*

### 2.1. Conflits armés et rivalités militaires : Ukraine et tensions en mer de Chine

La guerre en Ukraine illustre de manière éclatante la persistance des logiques de *power politics* dans l'ordre international contemporain. L'invasion russe de février 2022 n'a pas seulement constitué une violation du droit international, mais a révélé une volonté assumée de Moscou de réaffirmer sa puissance et de redessiner l'équilibre stratégique en Europe. Derrière les discours de sécurité et de protection des populations russophones, se profile une stratégie de puissance visant à contrer l'expansion de l'OTAN et à reconstituer une sphère d'influence héritée de l'URSS. L'Ukraine devient ainsi un théâtre de confrontation où se cristallisent les rivalités entre la Russie, les États-Unis et l'Union européenne, chacun mobilisant ses ressources militaires, économiques et diplomatiques pour préserver ou accroître son influence. Le conflit démontre que la guerre interétatique, loin d'appartenir au passé, demeure un instrument privilégié de recomposition des rapports de force<sup>10</sup>.

Les tensions en mer de Chine méridionale constituent une autre illustration de la permanence du *power politics*. La Chine y mène une stratégie de projection de puissance qui combine expansion territoriale, militarisation des îlots contestés et affirmation de sa souveraineté historique face aux revendications concurrentes de pays voisins comme le Vietnam, les Philippines ou la Malaisie. Au-delà de la dimension territoriale, cette confrontation engage des enjeux stratégiques globaux. Il s'agit notamment de la maîtrise des routes maritimes vitales pour le commerce international, de l'accès aux ressources halieutiques et énergétiques, et de la démonstration de puissance technologique et militaire face aux États-Unis, qui se posent en garants de la liberté de navigation. Ici encore, la logique du rapport de forces prévaut sur les régimes de coopération régionale, confirmant que la puissance militaire et territoriale reste au cœur des dynamiques internationales<sup>11</sup>.

### 2.2. Stratégies d'équilibre et d'alliance : OTAN, QUAD, BRICS

Face à la permanence du *power politics*, les États poursuivent des stratégies d'équilibre par la formation ou le renforcement d'alliances, confirmant ainsi la centralité de l'équilibre des puissances comme mécanisme régulateur du système international. L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), souvent perçue comme affaiblie après la fin de la guerre froide, a retrouvé une cohésion et une vitalité inédites depuis la guerre en Ukraine. L'adhésion de la Finlande et de la Suède, historiquement non alignées, témoigne de la persistance de la logique sécuritaire et de la recherche de garanties collectives face à une menace perçue. L'OTAN illustre parfaitement la capacité des alliances militaires à se réinventer et à demeurer un instrument central du *power politics* dans un contexte multipolaire. Dans la région indo-pacifique, le QUAD (Dialogue quadrilatéral de sécurité) réunissant les États-Unis, l'Inde, le Japon et l'Australie, constitue une autre manifestation de ces stratégies d'équilibre. Bien que présenté comme un forum de coopération, son objectif implicite est de contenir l'expansion chinoise et de promouvoir un ordre régional fondé sur des principes favorables aux démocraties libérales. De la même manière, l'AUKUS, partenariat entre Washington, Londres et Canberra, illustre une volonté d'affirmation de la puissance occidentale dans l'espace indo-pacifique.

À l'opposé, des regroupements comme les BRICS traduisent une volonté de rééquilibrage du système international par les puissances émergentes. En proposant des alternatives au dollar américain, en multipliant les initiatives de coopération économique et diplomatique, et en s'élargissant à de nouveaux membres, ce groupe hétérogène cherche à contester l'hégémonie occidentale et à renforcer la voix du « Sud global » dans les affaires mondiales. Bien que les BRICS ne constituent pas une alliance militaire, leur rôle s'inscrit pleinement dans la logique du *power politics* en offrant une plateforme de contestation et de projection d'influence. Ces dynamiques d'alliance confirment que l'équilibre des puissances reste un principe structurant des relations internationales, adapté aux configurations régionales et globales du XXI<sup>e</sup> siècle<sup>12</sup>.

<sup>10</sup> ROB DE WIJK, *Power Politics : How China and Russia Reshape the World*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2016, p. 81

<sup>11</sup> JIM SCIUTTO, *The Return of Great Powers: Russia, China, and the Next World War*, New York, Penguin, 2024, p.154

<sup>12</sup> STEN RYNNING, *NATO: From Cold War to Ukraine, a History of the World's Most Powerful Alliance*, New Haven, Yale University Press, 2024.

### 2.3. La sécurité nationale comme moteur de la politique étrangère

Au cœur de la permanence du *power politics* réside l'idée que la sécurité nationale constitue le premier impératif de toute politique étrangère. Dans un système international anarchique, les États considèrent la garantie de leur survie comme une priorité absolue qui conditionne toutes les autres dimensions de leur action extérieure. Cette centralité de la sécurité s'exprime dans la course aux armements, qu'il s'agisse du réarmement conventionnel en Europe, de la modernisation des arsenaux nucléaires par les grandes puissances, ou de l'investissement massif dans les nouvelles technologies militaires telles que les drones, l'intelligence artificielle et les armes hypersoniques. Elle se manifeste également dans la volonté de contrôler les chaînes d'approvisionnement critiques, qu'il s'agisse des semi-conducteurs, des terres rares ou des infrastructures énergétiques. La politique étrangère des grandes puissances contemporaines illustre ce primat sécuritaire. Les États-Unis, malgré leur discours sur la promotion de la démocratie et des droits humains, définissent avant tout leur stratégie en fonction de leur sécurité et de la préservation de leur hégémonie face à la Chine. Pékin, de son côté, articule son projet de « rêve chinois » et son initiative des Nouvelles Routes de la soie autour d'une logique de puissance qui vise à sécuriser ses intérêts vitaux et à repousser l'influence occidentale.

La Russie, enfin, justifie ses interventions militaires par la nécessité de préserver sa sécurité face à l'expansion de l'OTAN. Dans tous ces cas, la sécurité nationale n'apparaît pas comme une variable secondaire, mais comme le moteur principal qui oriente les choix stratégiques. Cette centralité explique également l'importance croissante des notions de souveraineté et d'autonomie stratégique, aussi bien dans les grandes puissances que dans les puissances régionales. L'Union européenne, par exemple, développe un discours sur la « souveraineté stratégique » en matière de défense, de numérique et d'énergie, traduisant une volonté de réduire sa dépendance vis-à-vis de ses partenaires extérieurs. Les États africains, confrontés à des rivalités d'influence, mobilisent également la sécurité comme justification de leurs choix diplomatiques, oscillant entre alliances traditionnelles et nouveaux partenariats. La sécurité nationale, en tant que moteur de la politique étrangère, confirme ainsi que le *power politics* demeure la logique sous-jacente des relations internationales, structurée autour de la survie, de la méfiance et de la compétition.

## III. LA RECOMPOSITION DES RAPPORTS DE FORCE AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE : NOUVELLES FORMES DE POWER POLITICS

### 3.1. L'économie et les sanctions comme armes de puissance

Dans le monde contemporain, l'économie est devenue un instrument privilégié de la politique de puissance. Loin de se réduire à un champ technique ou à un espace neutre de coopération, elle s'inscrit dans une logique stratégique qui transforme le commerce, la finance et l'investissement en armes géopolitiques. Les sanctions économiques constituent l'un des exemples les plus significatifs de cette instrumentalisation. Leur généralisation dans les relations internationales contemporaines traduit une volonté des puissances de contraindre leurs adversaires sans recourir à l'affrontement militaire direct.

Les États-Unis, qui contrôlent une part essentielle du système financier international à travers le rôle central du dollar et l'accès au réseau SWIFT, recourent massivement aux sanctions pour punir ou dissuader des comportements jugés contraires à leurs intérêts. L'Iran, la Corée du Nord, le Venezuela et plus récemment la Russie en sont les cibles emblématiques. Ces mesures ne se limitent pas à une logique punitive ; elles visent à isoler l'adversaire, à affaiblir ses capacités économiques et militaires et à provoquer un changement de comportement politique. Leur efficacité demeure discutée, mais leur utilisation croissante témoigne d'un glissement du *power politics* vers l'économie comme champ de confrontation stratégique.

La Chine et la Russie ont également adopté des logiques similaires, grâce à par exemple l'énergie comme arme géopolitique. Le gaz russe, dont la fourniture vers l'Europe a été réduite à la suite de la guerre en Ukraine, illustre parfaitement la manière dont une ressource économique devient un outil de pression et de négociation. De son côté, Pékin recourt à des mesures de rétorsion commerciale, comme l'imposition d'embargos ciblés sur les importations ou la restriction d'accès à certains minerais stratégiques, pour exercer un levier sur ses partenaires. L'économie, dans sa dimension globale, n'est donc pas un facteur de paix comme le suggéraient les théories libérales, mais un terrain où s'exprime avec force la logique des rapports de puissance<sup>13</sup>.

<sup>13</sup> EDWARD FISHMAN, *Chokepoints: American Power in the Age of Economic Warfare*, New York, Penguin Random House, 2025

### 3.2. Le numérique, la cybersécurité et l'intelligence artificielle comme nouveaux champs de confrontation

L'avènement du numérique et la révolution technologique qui en découle ont ouvert un nouveau front dans le *power politics*. Le cyberspace, longtemps perçu comme un domaine de libre circulation de l'information, s'est progressivement transformé en un espace conflictuel où les États rivalisent pour le contrôle, la domination et la sécurité. Les cyberattaques visant des infrastructures critiques, les campagnes de désinformation, l'espionnage numérique et le piratage de données stratégiques sont devenus des instruments réguliers de la compétition entre puissances. La Russie a été accusée d'ingérences électorales aux États-Unis et en Europe, la Chine est pointée du doigt pour opérer cyberespionnage industriel, tandis que les États-Unis investissent massivement dans la cybersécurité et le cybercommandement militaire. À cette confrontation dans le cyberspace s'ajoute le développement de l'intelligence artificielle, qui représente l'une des nouvelles frontières du pouvoir mondial. Les États-Unis et la Chine, dans une rivalité technologique exacerbée, investissent des milliards de dollars pour développer des systèmes d'IA capables de transformer la guerre, la gouvernance économique et la société. L'IA n'est pas seulement un outil de productivité : elle constitue un instrument stratégique de premier plan, capable de conférer un avantage décisif dans la planification militaire, la surveillance, le renseignement et la capacité d'influence. La maîtrise de l'intelligence artificielle devient ainsi une nouvelle forme de supériorité, à la fois matérielle et symbolique, qui conditionnera l'équilibre des puissances au XXI<sup>e</sup> siècle.

Cette dynamique explique la multiplication des débats sur la souveraineté numérique, la gouvernance mondiale du cyberspace et la régulation de l'intelligence artificielle. Derrière les discours de coopération se cache une compétition acharnée où les puissances dominantes cherchent à imposer leurs normes, leurs infrastructures et leurs technologies. Le numérique et l'IA prolongent la logique du *power politics* en ouvrant de nouveaux champs de confrontation. Dans ces nouveaux champs, la puissance ne se mesure plus uniquement en nombre de divisions militaires ou en stocks d'armements, mais en capacités de calcul, en contrôle des données et en domination des architectures technologiques globales<sup>14</sup>.

## IV. ÉTUDES DE QUELQUES CAS CONTEMPORAINS

### 4.1. La rivalité stratégique États-Unis/Chine : hégémonie et contre-hégémonie

La rivalité sino-américaine ne peut être comprise uniquement comme une lutte entre deux États puissants cherchant à accroître leur influence ; elle doit être interprétée comme un moment charnière d'un basculement systémique où se reconfigurent à la fois les logiques du pouvoir, les normes de l'ordre international et les modalités mêmes de la compétition stratégique. Elle révèle moins un différend circonstanciel qu'une collision entre deux projets hégémoniques incompatibles, chacun cherchant à imposer sa propre grammaire du monde. À ce titre, elle constitue l'expression contemporaine d'un *power politics* recomposé, à la fois enraciné dans les fondamentaux du réalisme et transformé par de nouvelles matérialités du pouvoir.

Au cœur de cette confrontation se trouve un paradoxe fondateur : l'interdépendance économique, souvent présentée comme un facteur de stabilisation, devient un instrument de pression et un terrain de vulnérabilités stratégiques. Le « couple » sino-américain fonctionne désormais comme un système conflictuel où la proximité économique alimente la méfiance plutôt qu'elle ne la dissipe. Les chaînes de valeur globalisées, loin de neutraliser les rivalités, offrent des leviers de coercition asymétriques — dépendances technologiques, contrôle des matières premières critiques, suprématie dans les semi-conducteurs — qui déplacent le pouvoir de la sphère strictement militaire vers l'économie politique globale. La compétition sino-américaine met ainsi en lumière la transformation du *power politics* en un conflit « diffus », où l'hégémonie se joue autant dans les normes technologiques, les architectures numériques et les infrastructures stratégiques que dans les arsenaux militaires<sup>15</sup>.

L'Indo-Pacifique, souvent décrit comme l'épicentre géopolitique de la rivalité, n'est en réalité que la surface visible d'une lutte plus profonde pour le contrôle des conditions matérielles et immatérielles de la puissance. Les États-Unis mobilisent le registre traditionnel de la géopolitique — alliances militaires, liberté de navigation, containement — mais tentent simultanément de préserver leur leadership dans les technologies de pointe, véritable colonne vertébrale de la puissance au XXI<sup>e</sup> siècle. La Chine, de son côté, articule expansion géoéconomique, innovation technologique accélérée et redéfinition normative, cherchant non seulement à étendre sa zone d'influence régionale mais à remodeler les règles de l'ordre

<sup>14</sup> LINDSAY, J. R. TAI MING CHEUNG, DEREK S. REVERON, *China and Cybersecurity: Espionage, Strategy, and Politics in the Digital Domain*, New York, Oxford University Press, 2015

<sup>15</sup> ROB DE WIJK, *Power Politics : How China and Russia Reshape the World*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2016, p. 81

international. Ce qui se joue n'est donc pas seulement une rivalité militaire ou diplomatique, mais une bataille pour le contrôle de l'infrastructure du monde : ports, câbles sous-marins, réseaux 5G, routes maritimes, plateformes numériques, standards industriels, cadres juridiques.

La logique sous-jacente relève pleinement du réalisme offensif : dans un système anarchique, une puissance ascendante ne peut indéfiniment accepter la domination d'une puissance établie, tandis que celle-ci n'a pas le droit de tolérer qu'un rival atteigne une parité stratégique susceptible de menacer sa position. Mais l'intérêt de ce face-à-face réside dans la mutation même des instruments par lesquels cette maximisation de puissance s'exprime. L'hégémonie ne se construit plus par la seule accumulation de capacités militaires ; elle passe par la maîtrise des systèmes complexes qui structurent la mondialisation. La rivalité sino-américaine devient ainsi un laboratoire où se réinventent les modalités de la puissance, révélant le glissement d'un *power politics* centré sur la force vers un autre fondé sur l'architecture du monde<sup>16</sup>.

Cette confrontation doit être analysée comme le symptôme d'un ordre international en transition : un ordre où ni la logique libérale de la coopération ni l'ancien modèle westphalien d'équilibre des puissances ne parviennent à stabiliser la compétition. La rivalité sino-américaine signale l'entrée dans une ère d'hégémonies concurrentes, où les normes, les infrastructures et les imaginaires globaux deviennent des territoires de lutte. Elle dévoile la tension fondamentale d'un système international sans arbitre, où la quête de sécurité se transforme en quête de prééminence, et où la puissance ne se mesure plus seulement par la capacité de contrainte, mais par la capacité de structurer le monde<sup>17</sup>.

#### 4.2. La Russie et le retour de la politique de puissance en Europe et au Moyen-Orient

Le cas russe ne relève pas seulement d'une résurgence spectaculaire de la politique de puissance : il révèle la manière dont une puissance intermédiaire, confrontée à un déclin relatif, tente de reconfigurer son environnement stratégique en transformant ses vulnérabilités en instruments d'influence. La Russie n'agit pas uniquement pour reconquérir un statut perdu ; elle cherche à stabiliser un système international perçu comme hostile, où l'élargissement occidental, l'érosion de ses zones traditionnelles d'influence et la fragilité de son économie nourrissent une profonde insécurité stratégique. La centralité du *power politics* dans sa posture internationale s'explique alors moins par une ambition impériale abstraite que par une lecture défensive du monde, que Moscou convertit en stratégie offensive.

L'annexion de la Crimée et l'intervention en Ukraine constituent des actes qui vont au-delà de la simple modification territoriale : ils traduisent la volonté de forcer une réécriture des règles du jeu européen, en contestant la légitimité du cadre post-guerre froide qui avait consacré l'expansion de l'OTAN et la prépondérance normative de l'Occident. La Russie met ainsi en scène un conflit de principes, opposant une conception pluraliste et hiérarchisée de la sécurité européenne à l'universalisation des normes libérales occidentales. Ce conflit normatif se double d'une dimension stratégique, où la Russie cherche à empêcher que son voisinage immédiat bascule dans une architecture de sécurité qui l'exclurait irrévocablement.

L'intérêt analytique du cas russe réside également dans sa capacité à montrer comment le *power politics* contemporain ne s'exprime plus seulement dans la confrontation militaire, mais dans la maîtrise des zones « grises » du conflit : opérations hybrides, manipulation informationnelle, instrumentalisation des dépendances énergétiques, diplomatie asymétrique au Moyen-Orient. La Russie compense son infériorité économique par une aptitude à créer de l'imprévisibilité, à perturber les équilibres régionaux et à exploiter les failles des régimes multilatéraux. Cette plasticité stratégique lui permet d'exister sur plusieurs théâtres malgré ses limites matérielles, tout en donnant l'illusion d'une puissance globale structurante<sup>18</sup>.

Son engagement au Moyen-Orient, notamment en Syrie, révèle d'ailleurs un usage plus sophistiqué de la puissance, où la force militaire sert moins à imposer un ordre qu'à devenir un acteur-régulateur capable de négocier avec toutes les parties. En se positionnant comme arbitre dans des espaces fragmentés, Moscou cherche à acquérir une légitimité stratégique supérieure à son poids économique, transformant chaque intervention en levier diplomatique pour imposer son indispensable présence.

<sup>16</sup> LINDSAY, J. R. TAI MING CHEUNG, DEREK S. REVERON, *China and Cybersecurity : Espionage, Strategy, and Politics in the Digital Domain*, New York, Oxford University Press, 2015

<sup>17</sup> JIM SCIUTTO, *The Return of Great Powers: Russia, China, and the Next World War*, New York, Penguin, 2024, p.154

<sup>18</sup> STENT, A., *Putin's World: Russia Against the West and with the Rest*, New York, Twelve, Hachette Book Group, 2019

Le retour de la Russie dans la géopolitique mondiale ne peut être interprété comme un réflexe réducteur ; il incarne la manière dont une puissance en contraction démographique et économique utilise la conflictualité pour éviter la marginalisation. Le *power politics* russe est ainsi un instrument de survie systémique, qui cherche moins à restaurer une hégémonie impossible qu'à empêcher l'avènement d'un ordre international qui l'exclurait. Cette dynamique met en évidence un paradoxe constitutif : la Russie, incapable de rivaliser avec les grandes puissances sur le terrain économique, s'impose comme acteur incontournable précisément parce qu'elle entretient l'instabilité qu'elle prétend contrôler.

#### 4.3. L'Afrique, terrain de compétition entre puissances globales et régionales

L'Afrique ne peut plus être pensée comme un théâtre anodin de projection des ambitions extérieures ; elle devient un espace révélateur d'une transformation profonde du *power politics* global, où la compétition entre puissances extérieures est manifeste. Au contraire, elle devient un espace révélateur d'une transformation profonde du *power politics* global. La compétition entre puissances a pris un tour particulier : elle sert d'arène à la redéfinition des règles de la hiérarchie internationale. Le continent condense en effet la mutation contemporaine de la puissance. Cette dernière ne s'exprime plus seulement par la domination coercitive, mais par la capacité de façonner les dépendances, de contrôler les infrastructures stratégiques et d'inscrire les États dans des régimes d'influence durables. Le regain d'intérêt des puissances pour l'Afrique traduit moins une « découverte » de son potentiel qu'un recentrage du système international autour de zones capables de redistribuer les équilibres mondiaux.

La compétition sino-américaine, projetée sur le continent, devient un laboratoire de confrontation hégémonique où chaque acteur cherche à inscrire sa vision de l'ordre international. La Chine propose un modèle d'influence fondé sur les infrastructures, le crédit financier, les flux commerciaux et l'anticipation d'une intégration stratégique à long terme. Les États-Unis, en s'appuyant sur la sécurité et la normativité démocratique, tentent de préserver un ordre libéral en recul. La France, fragilisée par la remise en cause de ses présences historiques, révèle le basculement d'un modèle de puissance tutélaire vers un modèle contesté, dont la légitimité n'est plus assurée. La Russie et la Turquie, quant à elles, incarnent l'entrée sur le continent d'acteurs intermédiaires qui misent sur la fluidité diplomatique et l'exploitation des interstices laissés par les puissances majeures pour augmenter leur propre densité stratégique<sup>19</sup>.

Ce qui se joue en Afrique dépasse cependant la logique d'un échiquier mondial où les puissances s'affrontent. La centralité croissante du continent dans les rivalités internationales met en lumière un enjeu plus profond : la capacité des États africains à transformer cette compétition en ressource politique. Loin d'être des objets manipulés, ils structurent de plus en plus leurs marges de manœuvre en pratiquant une diplomatie de diversification, où la pluralisation des partenaires devient un instrument d'autonomie. La montée en puissance d'une diplomatie africaine multipolaire révèle ainsi une dynamique de subjectivation stratégique, où l'Afrique ne se contente plus d'être intégrée au système international, mais en reconfigure certains mécanismes.

L'Afrique apparaît dès lors comme un espace critique pour comprendre la reconfiguration du *power politics* contemporain. Elle montre comment la puissance se diffracte en instruments économiques, technologiques, sécuritaires et symboliques, mais surtout comment cette fragmentation ouvre des opportunités pour des acteurs longtemps marginalisés dans l'ordre global. Le continent devient un lieu où se négocient les nouvelles formes de dépendance et de souveraineté, un espace où s'articulent simultanément compétition des grandes puissances, affirmation des puissances moyennes extérieures et émergence progressive d'une agence africaine. Cette dynamique rappelle que le *power politics* du XXI<sup>e</sup> siècle ne consiste plus seulement en la domination des plus forts, mais aussi en la capacité des acteurs à convertir la concurrence structurelle en levier d'affirmation stratégique.

L'Afrique offre aujourd'hui un miroir singulier des transformations de l'ordre international, mais elle constitue aussi un foyer intellectuel où se réinventent les catégories mêmes à travers lesquelles le monde est pensé. La compétition des puissances sur le continent n'exprime pas seulement un rapport de force externe : elle révèle un déplacement du centre de gravité mondial vers les espaces longtemps marginalisés, devenus indispensables à la compréhension des nouvelles dynamiques systémiques. Dans cette reconfiguration, l'Afrique n'est pas un simple terrain d'affrontement, mais un espace producteur de sens, de normes et de stratégies qui obligent à repenser les grilles analytiques héritées du réalisme classique<sup>20</sup>.

L'intérêt croissant des puissances pour le continent s'inscrit dans une recomposition mondiale où les périphéries d'hier deviennent des zones décisives pour l'équilibre énergétique, démographique,

<sup>19</sup> SUR, S., *Afrique : nouvelles stratégies de puissance*, Paris, La Documentation française, 2021

<sup>20</sup> Mbembe, A., *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris, La Découverte, 2010, p. 178.

numérique et environnemental. Le rôle de l'Afrique ne se limite plus à fournir des ressources : elle devient un espace sans lequel aucune puissance ne peut prétendre à une influence globale. Elle est devenue un « espace pivot », non pas seulement en raison de sa centralité géographique, mais parce qu'elle concentre des enjeux transnationaux que les puissances ne peuvent ni résoudre ni contourner sans dialogue avec les acteurs africains. Cette centralité renforce la capacité du continent à transformer l'attention qu'il suscite en pouvoir de négociation et en projection stratégique, grâce à la concurrence internationale comme instrument d'auto-renforcement. La diplomatie africaine contemporaine développe ainsi une forme d'équilibrisme assumé où la diversification des partenariats devient un moyen d'amplifier l'autonomie, non de la diluer.

Cette capacité d'agir s'accompagne d'une production intellectuelle qui renouvelle la lecture des rapports de puissance. Depuis une perspective africaine, le réalisme ne se réduit pas à la maximisation militaire ou territoriale ; il se lit comme une lutte permanente pour la survie politique dans un contexte où l'État est simultanément fragilisé par des héritages coloniaux et redéployé par des demandes sociales nouvelles. Le réalisme africain est un réalisme des vulnérabilités autant que des stratégies : un réalisme qui sait que la puissance se construit souvent dans le manque, la fragilité, la dépendance ou la résilience plutôt que dans l'abondance. Dans cette perspective, la puissance ne s'exprime pas seulement par la projection extérieure, mais par la capacité à stabiliser des sociétés traversées par la pluralité identitaire, les concurrences de légitimités et les pressions internationales. La survie, telle que la conceptualise le réalisme classique, prend en Afrique une dimension spécifique. Elle devient la survie d'États souvent inachevés, obligés de composer avec des foyers transnationaux de menace, des frontières poreuses, des rivalités régionales et des jeux d'acteurs non étatiques<sup>21</sup>.

Cette lecture africaine du réalisme nourrit des apports conceptuels cruciaux pour les théories des relations internationales. Elle introduit l'idée d'un « réalisme relationnel », fondé non pas sur l'isolement stratégique mais sur la capacité à naviguer dans des environnements denses, fluides et hybrides. Elle insiste sur la puissance de la diplomatie comme instrument de repositionnement, sur l'importance de la souveraineté comme ressource politique et non comme simple statut juridique, et sur le caractère profondément multiniveau de la sécurité en Afrique. Ce dernier combine dimensions nationales, régionales et continentales. Le panafricanisme contemporain, bien qu'hétérogène, propose également une manière originale de penser la puissance collective non plus comme domination. Cependant, comme capacité d'intégration solidaire, d'articulation normative et de construction d'un horizon civilisationnel propre.

Ainsi, en devenant un espace central des rivalités globales, l'Afrique contribue également à redéfinir les termes de ces rivalités. Elle impose de prendre au sérieux les conceptions non occidentales de la coopération, de la souveraineté et de la puissance ; elle enrichit la compréhension de la multipolarité non pas comme addition mécanique de pôles, mais comme processus dynamique où les marges deviennent des acteurs à part entière. Elle invite, enfin, à repenser le *power politics* non plus seulement comme lutte entre puissances majeures, mais comme champ d'interactions où même les acteurs non hégémoniques fabriquent des effets systémiques. L'Afrique n'est plus le décor de l'histoire mondiale : elle devient l'un des lieux où cette histoire est désormais écrite, conceptualisée et disputée.

#### **4.4. Israël et l'usage disproportionné de la force : entre sécurité nationale et stratégie de domination régionale**

L'exemple israélien ne se réduit pas à l'usage récurrent d'une force disproportionnée : il met en lumière une tension fondamentale entre la recherche d'une sécurité absolue et l'incapacité structurelle à produire les conditions politiques de cette sécurité. Israël illustre ainsi une forme de *power politics* où la supériorité militaire devient à la fois la solution immédiate et la source durable de l'instabilité. Le recours massif à la force, présenté comme une nécessité face à des menaces existentielles, traduit moins une simple stratégie défensive qu'une volonté de conserver un environnement régional façonné par l'asymétrie. La sécurité est conçue comme un rapport de domination, ce qui inscrit l'action israélienne dans une logique où la dissuasion repose sur la démonstration régulière d'une capacité de destruction sans équivalent dans son voisinage.

Cette logique engendre cependant une contradiction centrale : en cherchant à prévenir toute remise en cause de son statut régional, Israël reproduit les conditions d'un conflit perpétuel. L'écrasement militaire du Hamas ou la confrontation avec le Hezbollah n'éliminent jamais les causes politiques du conflit ; ils les transforment en dynamiques de résistance renouvelées, où chaque cycle de violence renforce les narratifs de victimisation et de légitimité combattante. Ainsi, la puissance militaire, loin de

<sup>21</sup> Bayart, J.-F., *L'Afrique dans le monde. Une histoire d'extraversion*, Paris, CNRS Éditions, 2019, p. 15.

stabiliser l'ordre régional, contribue à une forme de reproduction systémique du conflit, où la domination stratégique nourrit la radicalisation et ferme les espaces d'une résolution politique. L'usage de la force devient alors un mécanisme de gestion de l'instabilité plutôt qu'un moyen de l'apaiser, ce qui inscrit la politique israélienne dans un réalisme paradoxal : assurer la survie immédiate au détriment d'une sécurité durable<sup>22</sup>.

L'expérience israélienne révèle également les limites d'un power politics fondé exclusivement sur la puissance matérielle. La supériorité militaire permet de gagner des batailles, mais elle peine à produire une légitimité stable, tant à l'échelle régionale qu'internationale. Les destructions massives à Gaza, les pertes civiles et l'asymétrie extrême entament la capacité d'Israël à justifier ses actions dans un environnement global de plus en plus sensible aux normes humanitaires et aux représentations médiatiques. Le déficit de légitimité politique, loin d'être un problème anodin, devient un facteur stratégique en soi, car il ouvre un espace pour les acteurs non étatiques et les puissances régionales cherchant à contester l'ordre existant. La puissance militaire atteint ainsi son seuil critique : elle consolide l'avantage tactique tout en fragilisant les fondements normatifs de la stabilité recherchée.

Le cas israélien éclaire enfin un phénomène plus large : la transformation du power politics dans un contexte où la force militaire ne suffit plus à définir l'ordre régional. L'influence se joue désormais aussi dans la bataille des récits, dans la pression normative internationale, dans les médiations diplomatiques multipolaires et dans la capacité à proposer une architecture politique alternative. Israël, en misant prioritairement sur l'asymétrie coercitive, semble figé dans un paradigme de puissance qui ignore les mutations structurelles du système international. Sa stratégie illustre un réalisme défensif radicalisé qui, en refusant de penser la sécurité comme un horizon partagé, enracine le conflit plutôt qu'il ne crée les conditions de sa transformation.

Ainsi, loin d'être une démonstration de puissance maîtrisée, la stratégie israélienne révèle l'impasse d'un modèle où la domination militaire ne se convertit ni en légitimité politique ni en stabilité régionale. Elle incarne un power politics devenu circulaire, qui protège l'État à court terme mais perpétue les dynamiques mêmes qui menacent sa sécurité à long terme<sup>23</sup>.

#### **V. LES LIMITES EXPLICATIVES DU RÉALISME À L'ÈRE DE LA MONDIALISATION : UN POWER POLITICS INACHEVÉ FACE AUX NORMES, INTERDÉPENDANCES ET ACTEURS TRANSNATIONAUX**

Le réalisme permet de comprendre une portion considérable des rivalités contemporaines, notamment celles fondées sur l'usage de la force, la quête de sécurité ou l'équilibre des puissances. Cependant, il devient insuffisant lorsqu'il s'agit de saisir la complexité des dynamiques mondiales issues de la mondialisation. Le retour du power politics n'efface pas le rôle croissant des normes internationales, des mécanismes de coopération, des réseaux transnationaux et des interdépendances économiques, qui imposent des contraintes structurelles aux États et modifient la portée de leurs stratégies de puissance. Le réalisme continue de penser l'action internationale à partir d'un acteur souverain, unitaire, rationnel et centré sur la quête de survie. Mais la mondialisation fragmente les souverainetés, multiplie les centres d'autorité et rend visibles des formes d'influence qui ne relèvent ni de la coercition ni de la domination militaire.

Les conflits actuels, qu'il s'agisse du Moyen-Orient, de l'Afrique ou des rivalités sino-américaines, ne peuvent pas être expliqués exclusivement à partir de la logique de la puissance étatique. Ils sont traversés par des normes globales qui encadrent la conduite de la guerre, par des pressions sociétales et médiatiques qui internationalisent les enjeux locaux. Ils le sont également par des organisations transnationales qui redéfinissent les comportements légitimes et par des circulations économiques qui contraignent même les puissances les plus affirmées. La montée en puissance des ONG, des firmes multinationales, des réseaux diasporiques, des acteurs religieux transnationaux ou encore des plateformes numériques introduit des logiques d'influence non hiérarchiques et difficilement capturables par les schémas réalistes.

L'articulation entre réalisme et mondialisation montre que le power politics persiste, mais qu'il évolue dans un environnement où les rapports de force militaires cohabitent avec des formes d'influence normative, cognitive ou technologique, capables de modeler les comportements des États. La puissance ne se réduit plus à la force ; elle devient également la capacité à orienter les règles du jeu mondial, à imposer des récits légitimes et à contrôler les réseaux de circulation de l'information. La mondialisation impose ainsi une lecture composite du système international où le réalisme constitue une clé indispensable mais

<sup>22</sup> KHALIDI, R., *The Hundred Years' War on Palestine*, New York, Metropolitan Books, 2020

<sup>23</sup> Avi Shlaim, *Israël et la Palestine : Réévaluations, révisions, réfutations*, Londres, Verso Books, 2009, p. 312

insuffisante, invitant à combiner plusieurs grilles analytiques pour comprendre comment les États cherchent à maximiser leur pouvoir dans un monde qui leur échappe partiellement.

## CONCLUSION

La compréhension contemporaine du power politics ne peut désormais faire l'économie d'un décentrement analytique qui dépasse les cadres épistémiques hérités de l'Occident. Si la compétition stratégique entre puissances majeures continue de structurer l'architecture mondiale, elle n'épuise pas la diversité des expériences historiques, des sensibilités politiques et des rationalités de puissance qui s'expriment au sein du Sud global. C'est depuis ces espaces longtemps relégués aux marges de la théorie que se déploie une autre explication de la puissance, une lecture qui ne s'inscrit ni dans la nostalgie impériale ni dans la logique d'expansion hégémonique, mais dans la quête d'autonomie, de sécurité collective et de reconnaissance souveraine face à un ordre international qui a longtemps naturalisé leur marginalisation.

L'Afrique, en particulier, offre un regard précieux sur la transformation du power politics. Le continent révèle que la puissance ne se définit pas uniquement par l'accumulation des capacités militaires ou technologiques, mais aussi par la capacité à naviguer dans la densité des dépendances globales, à convertir les rapports asymétriques en marges de manœuvre et à élaborer des stratégies d'équilibre face aux grandes puissances. L'expérience africaine rappelle que la survie étatique ne se joue pas seulement sur un champ de bataille, mais aussi dans la construction interne de légitimités, la consolidation institutionnelle, la gestion de la diversité sociale et la résistance aux intrusions extérieures. Une perspective africaine du réalisme introduit ainsi une grammaire plus relationnelle de la puissance, attentive aux vulnérabilités, aux hybridations, aux formes d'agency discrètes et aux stratégies indirectes qui caractérisent les comportements diplomatiques du continent.

Ce déplacement du regard enrichit profondément l'analyse globale du power politics. Il montre que les dynamiques géopolitiques contemporaines ne peuvent être comprises uniquement à travers l'affrontement des « grandes puissances » ; elles émergent aussi des frictions, des innovations et des repositionnements des acteurs longtemps considérés comme périphériques. L'Afrique, par ses pratiques diplomatiques, ses coalitions mouvantes, sa capacité à multiplier les partenariats et à transformer la concurrence internationale en levier d'autonomisation, contribue aujourd'hui à redéfinir les contours mêmes de la puissance. Elle oblige à repenser l'ordre mondial comme un espace où les ambitions hégémoniques se heurtent désormais à des acteurs capables de produire leurs propres normes, d'imposer leurs propres priorités et de contester les hiérarchies héritées.

Ma contribution s'inscrit précisément dans cette inflexion théorique : penser le power politics en intégrant les expériences du Sud global, déconstruire le monopole occidental de la conceptualisation et montrer que l'Afrique n'est pas un simple objet d'étude, mais un producteur de sens international. En articulant réalisme, mondialisation et perspective africaine, il devient possible de proposer une lecture plus complète, plus nuancée et plus fidèle aux dynamiques contemporaines, où la quête de puissance ne se manifeste pas seulement dans la compétition frontale, mais aussi dans l'inventivité stratégique des acteurs invisibilisés.

Ainsi, la conclusion qui s'impose est celle d'une science des relations internationales en voie de recomposition. Elle ne peut rester enfermée dans les paradigmes traditionnels si elle veut saisir les mutations d'un monde devenu simultanément multipolaire, interconnecté et contesté. Le power politics demeure certes un moteur essentiel des interactions internationales, mais il s'inscrit désormais dans une pluralité de rationalités, de trajectoires et de visions du monde où l'Afrique, et le Sud global plus largement, ne sont plus périphériques : ils sont constitutifs. En reconnaissant cette centralité émergente, l'analyse gagne en profondeur, en justesse et en capacité prospective, ouvrant la voie à une compréhension véritablement globale du pouvoir dans le système international contemporain.

## BIBLIOGRAPHIE

- AVI SHLAIM, *Israël et la Palestine : Réévaluations, révisions, réfutations*, Londres, Verso Books, 2009
- BARRY R. Posen, *Restraint: A New Foundation for U.S. Grand Strategy*, Cornell University Press, 2014
- BAYART, J.-F., *L'Afrique dans le monde. Une histoire d'extraversion*, Paris, CNRS Éditions, 2019
- BULL, H., *The Anarchical Society : A Study of Order in World Politics*, New York, Columbia University Press, 2012
- EDWARD FISHMAN, *Chokepoints: American Power in the Age of Economic Warfare*, New York, Penguin Random House, 2025
- FUKUYAMA, F., *La Fin de l'histoire et le dernier homme*. Paris, Flammarion, 1992.

- JIM SCIUTTO, *The Return of Great Powers: Russia, China, and the Next World War*, New York, Penguin, 2024
- JIM SCIUTTO, *The Return of Great Powers: Russia, China, and the Next World War*, New York, Penguin, 2024
- KHALIDI, R., *The Hundred Years' War on Palestine*, New York, Metropolitan Books, 2020
- LINDSAY, J. R. TAI MING CHEUNG, DEREK S. REVERON, *China and Cybersecurity : Espionage, Strategy, and Politics in the Digital Domain*, New York, Oxford University Press, 2015
- LINDSAY, J. R. TAI MING CHEUNG, DEREK S. REVERON, *China and Cybersecurity: Espionage, Strategy, and Politics in the Digital Domain*, New York, Oxford University Press, 2015
- MBEMBE, A., *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris, La Découverte, 2010
- MEARSHEIMER, J., *The Tragedy of Great Power Politics*, New York : W. W. Norton & Company, 2014
- MEARSHEIMER, J.J., *The Great Delusion: Liberal Dreams and International Realities*, New Haven, Yale University Press, 2018
- MORGENTHAU, H. J., *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace*, New York, McGraw-Hill, 1978
- NYE, J. S. *The Future of Power*. New York , PublicAffairs, 2011
- ROB DE WIJK, *Power Politics : How China and Russia Reshape the World*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2016
- ROB DE WIJK, *Power Politics : How China and Russia Reshape the World*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2016
- ROBERT O. KEOHANE & JOSEPH S. NYE, *Power and Interdependence: World Politics in Transition*, Boston & Toronto, Little, Brown & Co. 1977
- STEN RYNNING, *NATO: From Cold War to Ukraine, a History of the World's Most Powerful Alliance*, New Haven, Yale University Press, 2024.
- STENT, A., *Putin's World: Russia Against the West and with the Rest*, New York, Twelve, Hachette Book Group, 2019
- SUR, S., *Afrique : nouvelles stratégies de puissance*, Paris, La Documentation française, 2021
- WALTZ, K.N., *Theory of International Politics, Reading* : Addison-Wesley Publishing Company, 1979